

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 05/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DELMONICO DOREL CARRIERES**

La Ravicole  
26140 Andancette

Références : 20240801-RAP-DACA0751  
Code AIOT : 0006100483

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement DELMONICO DOREL CARRIERES implanté VERMENAS et LE CREUX de la THINE 26140 Albon. L'inspection a été annoncée le 12/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELMONICO DOREL CARRIERES
- VERMENAS et LE CREUX de la THINE 26140 Albon
- Code AIOT : 0006100483
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société DELMONICO DOREL sise aux lieux-dits « Le Creu de la Thine » et « Vermenas » est autorisée par l'arrêté n°08-3217 du 24 juillet 2008 pour une durée de 30 ans. L'extension permettant l'installation de centrales d'enrobés mobiles a fait l'objet de l'arrêté n°20220208-DEC-DACA0112 du 21 mars 2022.

Les matériaux extraits sont du sable et des graviers hors d'eau et en eau. La production maximale

autorisée est de 600 000 tonnes par an avec des installations de concassage-criblage d'une puissance maximale de 1 600 kW. La surface autorisée est de 66,4 ha.  
La hauteur maximale de banc d'exploitable est de 33 m, dont 10 m en eau. La cote limite autorisée en profondeur est de 122 m NGF.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Produits chimiques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Stockage et entretien	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10	Demande d'action corrective	6 mois
12	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Disponibilité et contenu des fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Disponibilité des fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Demande d'action corrective	1 mois
16	Lutte contre les espèces d'Ambrosie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 1	Sans objet
2	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 5	Sans objet
3	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 6.1	Sans objet
4	Registre et plan	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 7	Sans objet
5	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.5	Sans objet
9	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 15	Sans objet
10	Bruits	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 17.1	Sans objet
15	Étiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités principales concernent la plateforme d'accueil de centrales d'enrobés mobiles. En effet, le volume de la rétention prévue pour le prochain chantier est à revoir et la zone devra être aménagée pour permettre le recueil et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées, notamment en cas d'incendie.

D'autres points nécessitent des actions correctives ou la transmission de justificatifs :

- modification de la fréquence de relevé du compteur d'eau ;
- fourniture du rapport d'analyse des rejets atmosphériques de la centrale d'enrobés mobile au démarrage du chantier ;
- fourniture d'une fiche de données de sécurité manquante ;
- rajout d'informations sur l'affichage de l'atelier;
- suppression des plants d'ambrosie avant leur floraison.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Portée de l'autorisation			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
La société DELMONICO DOREL Carrières, dont le siège social est situé RD132 - La Ravicole - 26 140 ANDANCETTE, est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers ainsi que les installations annexes désignées ci-après, sur le territoire de la commune d'ALBON au lieu-dit « Le creux de la Thine » et « vermenas ».			
<b>Désignation ICPE</b>	<b>Volume</b>	<b>Rubrique</b>	<b>Classement</b>
Exploitation de carrières.	Superficie totale : 662 058 m <sup>2</sup> Superficie exploitable 610 367 m <sup>2</sup> Rythme maximal d'exploitation : 600 000 t/an Durée : 30 ans (fin au 24 juillet 2038) hauteur maximale de banc exploitable : 33 m dont 10 m en eau Cote limite en profondeur : 122 m NGF	2510-1	A
[...] A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC ( Non classée) [...]			

<b>Constats :</b>
<p>Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREPE sont les suivantes :</p> <p>2021 : 565 300 t</p> <p>2022 : 528 400 t</p> <p>2023 : 504 500 t</p> <p>Les tonnages indiqués dans l'autorisation sont respectés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès aux sites se fait par deux portails. Les clôtures visibles pendant l'inspection sont en bon état et disposent des pancartes indiquant le danger. Notamment, la zone réaménagée au nord du plan d'eau est bien clôturée de façon indépendante de la partie en exploitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Dispositions préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information du public
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un panneau mentionnant les informations demandées est présent sur les deux portails d'accès au site de la carrière, de part et d'autre de la route.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Registre et plan**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il sera établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Sur ce plan, mis à jour au moins une fois par an, seront reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>– les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;</li><li>– les bords de la fouille ;</li><li>– les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>– les zones remises en état et celles remblayées ;</li><li>– les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Le plan topographique de décembre 2023 a été présenté. Y sont mentionnés le périmètre de la carrière, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les parcelles cadastrales, les bornes, les courbes de niveaux, les stocks, plans d'eau (avec la bathymétrie pour le plan d'eau exploité), les zones abandonnées et récolées. L'exploitant indique que le levé topographique est réalisé chaque année et le relevé bathymétrique tous les deux ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Conduite de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Profondeur maximale d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La cote (NGF) limite en de profondeur est de 122 m NGF. [...]
<b>Constats :</b>  La cote limite en profondeur est globalement respectée. Quelques zones limitées ont une cote à 121 m NGF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Stockage et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Pour la station d'enrobage</u> La cuvette de rétention aura un volume minimal de 280 m <sup>3</sup> qui sera suffisant pour contenir 100 % de la plus grande cuve ou 50 % du volume total stocké. La cuvette de rétention est constituée d'une dalle en enrobés avec un muret en matériaux maçonnés de type parpaing ou de tout autre dispositif similaire. Elle est équipée d'une vanne et d'un séparateur en sortie permettant d'évacuer l'eau de pluie et de la rejeter après épuration.  <u>Pour le reste du périmètre</u> Seul l'entretien quotidien (vérification des niveaux et des lubrifiants) et le ravitaillement de véhicules sont autorisés sur l'aire étanche entourée par un caniveau et reliées à un point bas étanche, permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b>  La station d'enrobage mobile est en cours d'installation pour un chantier qui aura lieu à partir de la semaine 38 pour deux mois. Une cuvette a été constituée par l'entreprise avec des parpaings et une géomembrane étanche. Les cuves stockées en rétention sont composées : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une cuve de bitume de 160 m<sup>3</sup></li><li>- d'une cuve de dertal de 50 m<sup>3</sup> (biocombustible).</li></ul> Soit un volume total de 210 m <sup>3</sup> . L'entreprise déclare avoir prévu une rétention d'un volume de 110 m <sup>3</sup> correspondant à 50 % du volume stocké.  L'aire étanche située à côté de l'atelier est équipée d'un caniveau-grille raccordé à un séparateur d'hydrocarbures. À l'intérieur de l'atelier, les liquides sont stockés sur des rétentions. Chaque rétention est équipée d'une affichette indiquant, en gros caractères, la capacité de stockage et en petits caractères, le volume de la rétention. Le stockage de GNR est dans une rétention en béton. Le volume stocké a été vérifié pour deux rétentions, il est conforme à la capacité de stockage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

En cas de fuite importante sur la cuve de bitume, celle-ci est susceptible de se vider entièrement dans la rétention qui n'aura pas un volume suffisant pour contenir les 160 m<sup>3</sup>.

De plus, l'analyse de conformité à l'arrêté ministériel du 09/04/2019 (rubrique 2521) contenu dans le dossier de porter à connaissance déposé en 2021 pour créer la plateforme destinée à accueillir des centrales d'enrobés mobiles mentionnait en page 44 :

« [...]

*La rétention du parc à liants permettra le confinement des eaux d'extinction d'un sinistre.*

[...]

*Ainsi, le volume de la rétention devra être au minimum de :  $120 + 5,6 + 68,4 = 194 \text{ m}^3$ .*

*La rétention du parc à liants d'un volume minimal de 280 m<sup>3</sup> sera donc suffisante pour contenir l'ensemble des eaux polluées lors d'un sinistre. »*

La rétention est ainsi prévue pour servir de confinement des eaux d'extinction. Son volume ne peut donc pas être réduit. Il doit être systématiquement de 280 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Prélèvement d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des prélèvements d'eau

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les prélèvements dans le milieu naturel sont autorisés pour les nécessités de l'exploitation (lavage des matériaux, arrosage...) pour un débit maximal de 100m<sup>3</sup>/heure et une durée de prélèvement limitée à 8 heures par jour.

Les limitations ne s'appliquent pas au réseau incendie.

Les prélèvements seront réalisés dans un puits implanté sur le site, conformément à l'ANNEXE IV, muni d'un dispositif totaliseur agréée ; le relevé sera effectué hebdomadairement et les résultats seront inscrits sur un registre.

[...]

**Constats :**

L'exploitant indique que la pompe équipant le forage a un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.

Le puits est équipé d'un compteur. Le relevé est réalisé à fréquence mensuelle et consigné dans un registre.

Les prélèvements sur la ressource en eau déclarés à l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse sont les suivants :

2021 : 197 942 m<sup>3</sup>



<p>2022 : 162 939 m<sup>3</sup>  2023 : 131 415 m<sup>3</sup>  Ces valeurs sont identiques aux déclarations réalisées sur le logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP.  Les prélèvements en eau dans le milieu naturel connaissent une baisse qui devrait s'accroître en 2024 avec la mise en place d'un clarificateur permettant d'optimiser le recyclage de l'eau. Le taux de recyclage visé par l'exploitant est de 80 %. L'exploitant indique réaliser un travail sur les fuites au niveau de l'installation de traitement pour améliorer le taux de recyclage des eaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de la durée journalière de fonctionnement des pompes. Le relevé du compteur est à faire à fréquence hebdomadaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Prévention des pollutions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 13.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse de la qualité des eaux souterraines sera effectuée semestriellement en amont et en aval du site, par un organisme indépendant et agréé.</p> <p>Elle portera notamment sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- température ;</li> <li>- pH ;</li> <li>- conductivité ;</li> <li>- hydrocarbures totaux ;</li> <li>- matières en suspension.</li> </ul> <p>Un contrôle des niveaux piézométriques sera effectué tous les mois dans les quatre piézomètres implantés sur le site et dans les puits, localisés sur le plan en annexe IV.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats d'analyses du 21/06/2023 et du 12/03/2024 ont été consultés. Ils sont conformes.  Les niveaux piézométriques sont relevés mensuellement au niveau des points suivants : Pz sud, Pz sud-ouest, Pz extraction et le puits.  Le suivi est réalisé sur le logiciel Iris développé par Coralys.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 9 : Incendie et explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie et explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  Les installations d'enrobage disposeront d'une réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> mise en place à proximité de la centrale au moment de son implantation. La réserve incendie sera capable de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h sous une pression de 1 bar durant 2 h. La distance entre le point d'eau incendie et l'installation d'enrobage sera inférieure à 100 m. Des extincteurs appropriés au type de feu seront répartis sur et autour de la centrale. Ils feront l'objet d'une vérification annuelle.  D'autres prises d'eau sont disponibles dans le périmètre de la carrière : le puits de pompage, le plan d'eau à l'Ouest de la route.
<b>Constats :</b>  Les extincteurs sont vérifiés annuellement. La dernière vérification date du 06/07/2023 et a été réalisée par Eurofeu qui vérifie également les blocs autonomes d'éclairage de sécurité. L'entreprise installant la centrale d'enrobés mobile a indiqué avoir prévu l'installation d'une réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> . Celle-ci sera située à 95 m de la centrale. Au niveau du puits est également prévu un raccord pompier. Des pentes douces ont été aménagées au niveau du plan d'eau afin de permettre l'accès aux véhicules des pompiers (vu avec le SDIS).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Bruits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 17.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette installation. Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit des installations)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.  
[...]

**Constats :**

L'exploitant présente le dernier rapport de mesures acoustiques datant du 04/03/2022. Ces mesures sont réalisées tous les 3 ans. Il y a un point de mesure en limite de propriétés et six points en zone à émergence réglementée. Les résultats sont conformes, en limite et en émergence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et isolement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rétention et isolement.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la</p>

<p>somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble de la centrale d'enrobés mobile n'est pas sur rétention, seules les cuves le sont.  Le sol et l'aménagement du site ne permettent pas de récupérer la totalité des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Selon la localisation de celui-ci, les eaux d'extinction ne pourront pas être retenues et confinées. Elles s'infiltreront dans le sol.  De plus, d'après le dossier de porter à connaissance déposé en 2021 pour créer la plateforme destinée à accueillir des centrales d'enrobés mobiles, le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction a été évalué à 194 m<sup>3</sup>. Comme vu au constat n°6 ci-dessus, la rétention mise en place par l'entreprise, qui doit pouvoir être utilisée comme confinement des eaux d'extinction, a un volume de 110 m<sup>3</sup>, ce qui est insuffisant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser un aménagement de la plateforme afin de pouvoir recueillir les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, notamment en cas d'incendie, et ainsi éviter toute pollution des sols et des milieux naturels.  Cet aménagement doit permettre le confinement de ces eaux avant rejet au milieu naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 12 : Rejets à l'atmosphère

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Valeurs limites d'émission.</p> <p>I. - La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue est au moins égale à 8 m/s.  Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.  Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.  Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.  Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes</p>

horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b>  L'entreprise installant la centrale d'enrobés mobile a planifié un contrôle par le bureau d'études Socotec semaine 39, une semaine après le démarrage du chantier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le rapport d'analyse des rejets atmosphériques est à transmettre à l'inspection dès sa réception par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Disponibilité et contenu des fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b>  Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement Exigences relatives aux fiches de données de sécurité Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : (...) [...]  <b>Constats :</b>  La fiche de données de sécurité du produit intitulé Polytrans LS 85W90 a été consultée. Elle est datée du 06/07/2022 et comporte les 16 rubriques prévues par le règlement européen. La fiche de données de sécurité du produit dont l'étiquette a été consultée à l'atelier (Condaclean n°2) était manquante.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir la fiche de données de sécurité du Condaclean n°2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 14 : Disponibilité des fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
---

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Prescription contrôlée :</b>  Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement Accès des travailleurs aux informations Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Le chef de site a accès aux fiches de données de sécurité (FDS). L'exploitant indique que les employés sont informés de la façon d'accéder aux FDS. Un affichage sur la porte d'entrée de l'atelier indique que « lors de toute manipulation de produits polluants et/ou dangereux, il est nécessaire de consulter les fiches de données de sécurité, de respecter les règles d'utilisation et de porter les équipements de protection individuelle appropriés ». Une autre affiche rappelle la signification des pictogrammes de danger.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de rajouter sur l'affichage de l'atelier des informations sur le lieu ou le moyen par lequel les fiches de données de sécurité peuvent être consultées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 15 : Étiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, CLP
<b>Prescription contrôlée :</b>  Titre III : Communication des dangers au moyen de l'étiquetage Chapitre 1 : Contenu de l'étiquette Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.

2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché (...). [...]
<b>Constats :</b>  Le produit dont la fiche de données de sécurité a été consultée n'est pas présent à l'atelier. Un autre produit présent à l'atelier, le condaclean n°2, dispose d'une étiquette avec mention de danger. Elle est en langue française et en langue anglaise. Y sont indiqués : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nom, l'adresse, le numéro de téléphone du fournisseur,</li> <li>• Le volume du fût (195 L)</li> <li>• Le nom chimique et le numéro CE</li> <li>• Le pictogramme de danger SGH08</li> <li>• La mention de danger H304</li> <li>• Les conseils de prudence P301+P310, P331, P501</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Lutte contre les espèces d'Ambroisie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligations de prévention et de destruction
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  L'obligation de lutte et de non dissémination, est applicable sur toutes surfaces sans exception y compris les domaines publics de l'État, des collectivités territoriales et des autres établissements publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les cours d'eau, les terrains d'entreprises (agriculture, carrière,...) et les propriétés des particuliers (personnes morales ou physiques).
<b>Constats :</b>  Des plants d'ambroisie sont présents sur plusieurs zones de la carrière.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu de l'exploitant qu'il élimine rapidement, et avant sa floraison, les plants présents sur la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois